

Le président de l'Association de la Ville et des communes de Bruxelles a comparé les dépenses des 19 communes à celles des quatre grandes villes belges. Et les 19 communes sont plus économes. Un argument contre la fusion de communes dans la capitale.

Coucou, le revoilou ! Le débat sur la fusion des communes de la capitale, que nous évoquions début août dans le cadre de notre série sur les 40 ans de la fusion des communes à l'échelon national (Le Soir du 5 août dernier), refait surface. C'est le Premier échevin uclois Marc Cools (MR) qui revient cette fois à la charge, armé d'un article auquel il avait contribué, et qui avait été publié fin 2013 dans le Bulletin de documentation des finances . Une étude qui lui permet, même si « ce débat n'est pas clos et revient périodiquement » , rappelle-t-il, de taper sur le clou. Pour Marc Cools, « une fusion n'est pas souhaitable » pour au moins deux raisons.

La première, détaille l'élu uclois qui est également président de l'Association de la Ville et des communes de Bruxelles (AVCB), c'est que l'un des principaux arguments des tenants d'une fusion, à savoir les économies d'échelle qu'elle permettrait, ne résiste pas à l'analyse des faits : « les dépenses par habitant sont plus importantes en moyenne dans les quatre grandes villes belges » hormis la capitale, à savoir Anvers, Liège, Charleroi et Gand, souligne Marc Cools. « Ainsi, en 2012, les dépenses en moyenne pour les 19 communes étaient de 1705 euros par habitant pour de recettes totales de 1698 euros par habitant, contre 2394,7 euros par habitant dans les quatre grandes villes, pour des recettes totales de 2343 euros par habitant » , énumère-t-il. Et l'homme, économiste de formation, de rappeler que si les économies d'échelle sont une réalité, il y a aussi « des déséconomies d'échelles. Parfois, la formule small is beautiful s'applique aussi à l'économie » , résume-t-il.

Economes, donc, les 19 communes sont pourtant confrontées à des dépenses plus importantes que les villes de comparaison, puisque les transferts par habitant aux zones de police et aux CPAS sont plus élevés dans les 19 communes que dans ces villes, note encore Marc Cools. « Tout comme les dépenses scolaires qui sont par contre inférieures par élève » , observe-t-il. Et si l'on n'avait pas encore compris : « le coût par habitant dans une métropole comme Anvers où les communes ont été fusionnées est plus important qu'à Bruxelles » , martèle Marc Cools. Qui insiste au passage pour rappeler que la fusion des six zones de police que compte la capitale serait selon lui également une mauvaise idée. « Cette fusion n'aurait pas empêché les attentats et les zones fonctionnent dans le cadre d'une police intégrée avec un conseil régional de sécurité » , argumente le Premier échevin. Qui doute déjà de l'efficacité optimale de ces six zones dans leur état actuel. « Uccle par exemple est fusionnée avec Auderghem et Watermael-Boitsfort alors que nous sommes séparés par le Bois de La Cambre et la chaussée de La Hulpe , explique-t-il. Autant dire que chaque commune a conservé son commissariat central... Même dans une ville comme New York, la police est décentralisée pour augmenter son efficacité ! »

Second argument de Marc Cools contre la fusion de communes bruxelloises, « les communes sont un pouvoir de proximité où un contact direct est possible entre l'élu et le citoyen , affirme-t-il. La démocratie, ce n'est pas avoir en face de soi une technostructure régionale lourde et impersonnelle. » Le président de l'AVCB rappelle d'ailleurs à cet égard qu'à l'échelle du pays, « il faut être conscient que la plus petite des communes bruxelloises est en fait déjà en termes d'habitants une grande commune. »

Même s'il concède que des synergies nouvelles entre communes ou entre communes et Région peuvent être développées, par exemple par le biais de centrales d'achat de biens collectifs, ou que « des réflexions peuvent aussi être menées sur des corrections des limites de certaines communes » , l'homme n'en démord donc pas : « l'essentiel est de reconnaître le rôle et l'utilité de nos communes , répète-t-il, et le danger qui les guette serait davantage de les voir transformées en coquilles vides au bénéfice de la Région. »

PIERRE VASSART

PIERRE VASSART

Copyright © 2016 Rossel & Cie. Tous droits réservés